

Éditorial

Vent d'optimisme, avec bémol

Michel Coulombe

Volume 10, Number 2, December 1990, February 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/34148ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (print)

1923-3221 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Coulombe, M. (1990). Éditorial : vent d'optimisme, avec bémol. *Ciné-Bulles*, 10(2), 2-3.

Vent d'optimisme, avec bémol

par Michel Coulombe

Si tout ne va pas toujours pour le mieux dans le meilleur des mondes merveilleux du cinéma, s'il est des jours où tous les écrans paraissent ternes et toutes les politiques discutables, il se trouve quand même, de temps à autre, des bons coups, de petites ou de grandes victoires qu'il faut souligner. Ne serait-ce que dans le but d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Ainsi, cette année, le Festival des films du monde, ployant, sans jamais vouloir l'avouer, devant la grogne du public et l'insatisfaction insistante des journalistes spécialisés, a ouvert une brèche sur le front francophone. Montréal serait donc une ville où suffisamment de gens parlent français pour qu'il soit pertinent de leur faciliter l'accès au cinéma mondial... Sur la base de ce constat, mais aussi parce que le malaise devenu persistant a fait son chemin jusqu'aux sphères politiques, tous les films de la compétition officielle ont été présentés, pour la première fois, à la fois en anglais et en français, le sous-titrage électronique s'ajustant à la langue originale des productions. Même chose pour l'ouverture et la clôture. Et dire qu'il aura fallu quatorze ans pour en arriver là ! Qu'on vienne dire ensuite que les francophones ne sont pas patients et d'une tolérance désarmante...

On aurait tort toutefois de s'asseoir sur cette victoire du gros bon sens. Le Festival, qui doit exercer un certain leadership en tant qu'institution culturelle de premier plan, peut aller beaucoup plus loin. Par exemple, en s'assurant que tous les longs métrages canadiens, qu'ils aient ou non reçu l'aide financière de Téléfilm Canada, soient (aussi) accessibles en français. Ce n'est malheureusement pas encore le cas. Et en voyant à ce que les films présentés à Cannes soient systématiquement repris à Montréal dans leur version sous-titrée en français lorsqu'ils sont tournés dans une autre langue. Ce n'est pas encore le cas non plus.

Que le Commissaire aux langues officielles se rasure, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la part laissée aux spectateurs anglophones. Nombre de films présentés au Festival sont en version originale anglaise, les sous-titres de langue anglaise continueront de pleuvoir et la compétition officielle, de même que l'ouverture et la clôture, seront toujours accessibles en anglais, ne serait-ce que pour satisfaire aux exigences du jury. La portion dévolue aux spectateurs anglophones demeure plus copieuse que celle dont les francophones se contentent de moins en moins. S'il peut être utile que le Festival rappelle aux Montréalais qu'ils vivent en Amérique du Nord, il ne lui est pas permis d'oublier qu'ils habitent d'abord au Québec.

L'arrivée du sous-titrage électronique au Festival en a aveuglé quelques-uns qui, impressionnés par cette agréable nouveauté importée d'Italie, en sont venus à croire qu'un système semblable n'avait encore jamais été utilisé au Québec. C'est aller bien vite en affaire. Et oublier l'expérience menée par Vues d'Afrique il y a quelques années. À Montréal, il est vrai, on oublie vite et on s'extasie avec une facilité alarmante. Ainsi, certains ont couvert le Festival d'éloges en tant que premier grand événement au monde à présenter trois films québécois/canadiens en compétition. Soit, il s'agit là d'une bonne nouvelle. Mais on ne s'attendait quand même pas à ce que Cannes ou Berlin présentent une sélection impressionnante de films d'ici en compétition avant que Montréal n'ait donné le ton. Dans les grands événements cinématographiques à l'étranger, que ce soit en France, en Italie, en Allemagne, ou aux États-Unis, le cinéma national jouit déjà, et depuis des lustres, d'un traitement de faveur et d'une visibilité exemplaire. Il était temps que Montréal rattrape enfin le convoi... Reste à souhaiter (à exiger) qu'il s'agisse là d'un choix définitif et non d'un arrangement circonstanciel.

Autre petit pas en avant dans le dossier linguistique. Depuis 1988, l'Institut québécois du cinéma s'intéresse de près à la présence du français à l'écran au Québec. Aussi dispose-t-on maintenant de dossiers étoffés sur le sujet, ce qui n'est pas un luxe compte tenu du contexte cinématographique-linguistique. Plus tôt cette année, l'organisme consultatif a recommandé à la ministre des Affaires culturelles d'établir une politique du français à l'écran. Une telle politique pourrait avoir comme objectif d'augmenter le nombre de films disponibles en français et le nombre de copies en français offertes aux salles, mais aussi de

réduire le délai entre la sortie en langue anglaise d'un film et celle de la version française. On avance à pas de tortue dans ce dossier, mais enfin on avance... Encore faut-il que la politique en question et les moyens qui en permettraient l'application suivent dans un délai raisonnable et qu'on opte clairement pour la rigueur et la cohérence plutôt que pour des mesures tièdes qui ne plaisent ni à Dieu ni à Diable. Ou alors on aura le prétexte parfait pour reprendre l'étude de la question à zéro ou encore pour baisser le bras l'air résigné.

Il serait certes pertinent que l'Institut étende son champ d'analyse aux festivals, une vitrine où la visibilité du français a plus d'une fois été soumise à rude épreuve. Le nombre de films qui sont maintenant programmés dans des festivals au Québec est très élevé. Et de plus en plus de cinéphiles fréquentent ces événements. À Montréal bien sûr, mais aussi à Rimouski, Québec, Rouyn-Noranda, Trois-Rivières et Sainte-Thérèse. Peut-on vraiment se permettre de ne s'intéresser à ce volet de la diffusion cinématographique que lorsqu'il y a crise ou péril en la demeure ? On peut en douter.

La Cinémathèque québécoise mérite, elle aussi, sa part d'éloges. D'abord parce qu'elle fait un travail de fond indispensable et pas toujours valorisé. Ensuite parce que, depuis son vingt-cinquième anniversaire, elle gagne rapidement en visibilité, se préparant par exemple à être plus présente sur l'ensemble du territoire québécois grâce au projet expérimental Médialog qui étendra et transformera le rayonnement de son centre de documentation. Riche de collections de plus en plus solides qui disent bien l'importance du chemin parcouru, la Cinémathèque développe un projet original de Musée de l'image en mouvement qui, s'il reçoit rapidement l'aval des gouvernements fédéral, provincial et municipal, deviendra la première vitrine du septième art, de la télévision et de la vidéo au Québec.

Parmi les bons coups de la Cinémathèque, il y a la publication d'un *Annuaire du cinéma québécois* qui répertorie courts, moyens et longs métrages des cinéastes et vidéastes d'ici, de même que tous les prix décernés dans l'année et la plupart des articles et monographies portant sur le cinéma québécois. L'Annuaire constitue un précieux instrument de référence et témoigne d'une certaine maturité de la cinématographie québécoise. D'ailleurs, ces dernières années, on a fait de réels progrès côté publications sur le cinéma au Québec. Certaines revues, les plus

rigoureuses, analysent avec respect et sans complaisance la cinématographie nationale. Mais il y a aussi, et de plus en plus, des mémoires, des thèses et des ouvrages de référence ou de réflexion qui balisent l'évolution de la cinématographie québécoise. Au nombre des documents pratiques, le tout nouveau *Bottin des techniciennes québécoises du cinéma*. La bonne nouvelle n'est pas tant qu'on ait enfin publié un répertoire de ces techniciennes de l'Office national du film (d'ailleurs on peut voir là un isolement pas forcément heureux), mais bien qu'il y ait maintenant suffisamment de techniciennes pour qu'on puisse permettre la publication d'un tel répertoire.

D'accord, cela ne va pas si mal. On a connu pire. Mais pour qu'on puisse envisager l'avenir avec une certaine sérénité, il faudra notamment que le gouvernement du Québec dépoussière l'engagement qu'il a pris envers le secteur culturel en 1985 et en vienne, enfin, à accorder un pour cent du budget de l'État à la culture. Cinq ans après le retour au pouvoir de Robert Bourassa et de son parti, on en est encore à 0,73 p. 100. Et au rythme où on progresse, l'engagement libéral prendra bientôt des allures de légende. On en viendra à croire que la culture, dont on a fait bien peu de cas à l'étape de la constitution de la Commission sur l'avenir politique (économique ?) du Québec, est condamnée à demeurer le parent pauvre qu'on aime pourtant parader à l'étranger...

Sans une augmentation appréciable du budget des Affaires culturelles, comment pourra-t-on se payer un Institut national de l'image et du son ? Comment pourra-t-on construire le Musée de l'image en mouvement et lui donner les moyens de fonctionner normalement ? Comment pourra-t-on soutenir le développement de la cinématographie nationale et celui de sa diffusion, au pays comme à l'étranger ? Comment parviendra-t-on à faire bonne concurrence aux productions étrangères ? Comment pourra-t-on permettre à la Société générale des industries culturelles, qui dispose toujours de moyens nettement inférieurs à ceux de ses partenaires fédéraux, d'assurer au Québec un certain leadership dans le secteur du cinéma comme semble le souhaiter la ministre des Affaires culturelles ? On se le demande. Malheureusement, plusieurs de ceux et de celles qui pourraient donner des réponses à ces questions ont la tête ailleurs, du côté des véritables priorités d'un gouvernement qui n'en revendique pas moins tous les pouvoirs quant à la culture. Allez donc savoir pourquoi... ■